



## LE PEUPLE AU-DESSUS DU PROFIT

### - Septième débat - L'infrastructure à l'ère de l'austérité

Le monde souffre d'un important retard en matière d'infrastructure. Dans le monde en développement, des infrastructures de base sont nécessaires afin de faciliter le développement économique et social – 1,8 milliards de personnes consomment actuellement de l'eau contaminée par des matières fécales, s'exposant au risque de choléra, de dysenterie, de typhoïde et de poliomyélite, et 17 pour cent de la population mondiale n'a pas accès à l'électricité. Dans le monde développé, les infrastructures vieilles de plusieurs décennies se dégradent et nécessitent une mise à niveau d'urgence.

Bien que la question de l'accès universel figure désormais à l'ordre du jour des Nations Unies, on nous dit que le financement privé, en cette période d'austérité, constitue la seule réponse. Confrontés aux éléments probants accumulés plusieurs décennies durant et aux vives réactions suscitées par nos campagnes auprès de l'opinion publique, les décideurs, soucieux, aspirent à concevoir des modèles de privatisation plus subtiles à promouvoir. Le G20, l'OCDE et la Banque mondiale promeuvent la financiarisation de l'infrastructure, qui implique d'utiliser les capitaux des fonds de pension et des fonds souverains, elles créent des cadres réglementaires favorables aux entreprises et garantissent les bénéfices des entreprises à travers des fonds publics.

Les éléments de preuve montrent que ces mesures s'accompagnent d'importants risques économiques et sociaux et menacent d'accroître les inégalités et la corruption, étant donné que les sociétés bénéficient d'une aide de l'État, augmentent leurs tarifs et réduisent les salaires de leurs employé(e)s. La nature à long terme de ces arrangements permet à la corruption et à l'incompétence politique de prospérer, elle « verrouille » des contrats rigides, réduit notre capacité à lutter contre le changement climatique et impose aux générations futures un lourd fardeau financier, écologique et social.

Pourtant, des alternatives existent. L'imposition fiscale progressive peut permettre d'augmenter les revenus pour stopper les privatisations. Les stratégies visant à « internaliser » et à « remunicipaliser » ainsi que les partenariats public-public se déploient en nombres croissants autour du monde.